

L'ÉDITO

Jurek Kuczkiewicz

PPE : ORBAN ASSUME LE DIVORCE

Depuis longtemps, la question n'était plus de savoir si Orban et son parti Fidesz avaient leur place au Parti populaire européen, mais si le PPE aurait un jour le courage de s'en séparer. Depuis son retour au pouvoir en Hongrie en 2010 et sa mise en place revendiquée d'une « démocratie illibérale » - comme si la démocratie pouvait souffrir de qualificatifs -, les valeurs développées par Orban l'éloignaient toujours plus de celles de la démocratie chrétienne et de la construction européenne.

Mais est-ce le PPE, saisi des demandes formelles de suspension adressées par douze partis nationaux, qui a pris l'initiative du divorce, ou n'est-ce pas plutôt Orban lui-même ? Sa dernière « provocation » pointée par les dirigeants du PPE - la campagne de propagande contre le président de la Commission Jean-Claude Juncker - semble bien être une initiative délibérée du dirigeant hongrois destinée à enclencher son ostracisme par la

première famille politique européenne. Ce qui lui permettra de jouer encore mieux les victimes devant son opinion publique.

Détail qui laisse perplexe : ce n'est pas la mise sous contrôle de la justice, de la banque centrale, des médias, et récemment des universités - en résumé : la mise à bas de l'Etat de droit et de l'équilibre des pouvoirs - qui ont motivé les dirigeants du PPE à ouvrir le débat sur la présence du Fidesz dans le PPE. Ce n'est pas non plus son refus de permettre l'instauration d'une solidarité européenne dans la politique migratoire. Non, il a fallu qu'il attaque directement Jean-Claude Juncker, un coreligionnaire du PPE...

En coulisses, on disait depuis longtemps que ce serait Orban lui-même qui déciderait de son maintien ou non au sein de la

Un parti tiraillé entre son objectif de domination politique et ses valeurs

démocratie chrétienne européenne... Orban en a décidé, et non le PPE. Mais il faut aussi en connaître la raison : Orban exprime des idées et des positions que certains partis membres du PPE partagent, parfois ouvertement, plus souvent discrètement. Ce qui devrait obliger ce parti à une solide introspection sur l'écart entre ses valeurs affichées d'humanisme, d'ouverture et de

solidarité, et celles qu'il cultive réellement dans ses rangs.

Ceci amène au volet belge de l'affaire. C'est feu Wilfried Martens, l'ex-Premier ministre démocrate-chrétien flamand devenu président du PPE, qui avait mis en œuvre la stratégie de large ratissage, qui a permis de faire de ce parti la première force politique européenne. Avec le résultat collatéral que l'on voit aujourd'hui d'un parti tiraillé entre son objectif de domination politique et la préservation de ses valeurs.

Et ce n'est pas un hasard si ce sont les partis belges, et en particulier le CD&V plus droitier de feu Martens et de Van Rompuy, proches des chrétiens-sociaux luxembourgeois de Juncker, qui se sont fait les déclencheurs du siège éjectable sur lequel a décidé de s'asseoir Orban. Une fois dehors, ce dernier jouera ouvertement le rôle auquel il aspire en rejoignant et dominant le groupement politique ECR autrefois eurosceptique et qui accueillera sans doute bientôt la Ligue de Salvini pour devenir une force souverainiste et xénophobe, mais composée de partis de gouvernement (dont la N-VA). Quant au PPE, il faut espérer au passage, pour son bien comme celui de l'Europe, qu'il n'ait pas définitivement perdu son âme dans l'aventure.